Cinq experts et anciens officiels de haut niveau ont discuté le 10 octobre 2025 de l' »Accord de Gaza première phase » – le premier accord de cessez-le-feu et de prise d’otages entre Israël et le Hamas, négocié par l’administration Trump, après plus de deux ans de guerre. Le Washington Institute est considéré comme l’un des think tanks américains les plus influents sur la politique du Moyen-Orient.

Michael Herzog, ancien ambassadeur d’Israël aux États-Unis et général de brigade de Tsahal :

Pourquoi l’accord a réussi cette fois-ci

- Maturité de la situation et leadership américain
  L’accord a été rendu possible parce que les deux parties étaient fatiguées de la guerre et que l’administration Trump a profité du moment pour forcer les deux parties à s’asseoir à la table des négociations avec un mélange calculé de pressions et d’incitations.
- Focalisation sur le réalisable
  Le plan s’est d’abord concentré sur la phase 1 – cessez-le-feu, libération des otages, échange de prisonniers et retrait des troupes – tandis que les questions délicates telles que le désarmement et l’éviction du Hamas du pouvoir ont été délibérément reportées. C’est ainsi qu’une marge de négociation a été créée.
- La faiblesse du Hamas comme levier
  Le Hamas était fortement affaibli par la pression militaire israélienne et la menace d’une nouvelle offensive. Parallèlement, les Etats-Unis exerçaient une pression politique massive par le biais d’un front arabo-musulman uni (Qatar, Turquie).
- Logique de politique intérieure d’Israël
  Après deux ans de guerre, Israël a dû reconnaître que les objectifs

« vaincre le Hamas » et « libérer les otages » ne pouvaient pas être atteints simultanément. L’accord permet de sauver d’abord les otages sans renoncer à l’exigence de sécurité – le contrôle de Tsahal sur la majeure partie de Gaza est maintenu.

- Risques et perspectives
  Le succès dépend d’un rôle actif et durable des États-Unis. La participation du Qatar et de la Turquie comporte des risques en raison de leur proximité avec le Hamas ; c’est pourquoi des contrepoids sont nécessaires de la part d’acteurs arabes pro-occidentaux comme les Emirats arabes unis.

Conclusion

L’accord n’a été possible que parce que Washington a fait preuve de pragmatisme en adoptant des solutions étape par étape, en redonnant la priorité aux objectifs de guerre d’Israël et en intégrant tactiquement les centres de pouvoir régionaux. Mais sa pérennité dépend de la capacité des États-Unis à maintenir le fragile équilibre entre pression, couverture et influence régionale.

Ghaith al-Omari, ancien conseiller de l’équipe de négociation palestinienne :

Faiblesses de l’Autorité palestinienne et vacance du pouvoir après la guerre

- Absence de rôle de l’AP
  L’absence de l’Autorité palestinienne (AP) dans les négociations reflète sa faiblesse institutionnelle et sa non-pertinence politique – non pas la cause, mais le symptôme d’un système sclérosé.
- Exigence d’un changement de direction
  Un renouveau de l’AP nécessite le départ de Mahmoud Abbas et une réforme de ses structures afin de regagner légitimité, capacité

d’action et confiance.

- Risque de légitimation du Hamas
  Sans réforme rapide de l’AP, le Hamas risque de s’imposer comme l’unique interlocuteur de la communauté internationale, avec des conséquences à long terme pour l’Etat palestinien.
- Architecture régionale
  L’Égypte prévoit une plate-forme de dialogue inter-palestinienne, mais l’implication du Hamas montre qu’il continue de façonner le discours. La stabilisation nécessite l’Arabie saoudite et les EAU comme contrepoids à la Turquie et au Qatar, qui favorisent le Hamas.
- Rôle des États-Unis
  Washington doit faire pression sur Riyad et Abu Dhabi pour les intégrer dans l’ordre d’après-guerre – sinon le vide de pouvoir persistera.

Conclusion

Sans une réforme profonde de l’AP et un équilibre régional par une participation saoudo-émiratie, le processus de paix risque d’asseoir involontairement la légitimité politique du Hamas.

David Makovsky, Ex-conseiller du Département d’État américain :

Dynamique politique intérieure en Israël et influence de Trump

- L’opinion publique comme levier
  L’accord a été rendu politiquement possible par un large soutien israélien à la fin de la guerre et à la libération des otages.

- Le récit de Netanyahu
  Le Premier ministre Netanyahu présentera ce succès sur le plan intérieur comme le résultat de la force israélienne et du partenariat avec les États-Unis – et non comme une pression américaine.
- Contre-projet d’opposition
  Ses adversaires soulignent au contraire que Trump a forcé l’accord et que Netanyahu, par ses hésitations, a fait des victimes inutiles et nui à sa réputation.
- Calcul préélectoral
  Une date d’élection précoce donnerait paradoxalement à Netanyahu une liberté d’action, la coalition agissant moins comme un moyen de pression.
- Questions en suspens
  Il n’est pas clair si les forces internationales seront impliquées dans le désarmement du Hamas et jusqu’où Israël se retirera militairement – Jérusalem veut se réserver la liberté d’opération militaire.

Conclusion

La diplomatie de Trump déplace l’axe de la politique intérieure d’Israël : l’accord devient une scène pour les récits de campagne, tandis que sa mise en œuvre pratique reste ouverte en termes de politique de sécurité.

Neomi Neumann Ancienne directrice du département de recherche du service de renseignement intérieur israélien :

Tactique du Hamas, succès et valorisation politique

- Adaptation tactique plutôt que changement de cap
  Le Hamas fait preuve de flexibilité par contrainte et non par modération – il met en pause le combat pour se régénérer militairement et se renforcer politiquement.
- Causes de la volonté de négocier
  La pression exercée par l’offensive israélienne, la peur des critiques inter-palestiniennes et les pressions américaines/arabes massives (notamment la Turquie et le Qatar) ont forcé le Hamas à s’asseoir à la table des négociations.
- Gains stratégiques
  Le Hamas a atteint trois objectifs :

  1. empêcher la normalisation israélo-saoudienne,
  2. donner une visibilité internationale à la cause palestinienne,
  3. libérer des prisonniers de haut rang, ce qui renforce sa base politique.

- Valorisation symbolique
  En tant qu’unique représentant palestinien dans les pourparlers, le Hamas a obtenu une légitimité politique et a renforcé sa revendication de leadership.
- La faiblesse de l’AP comme catalyseur
  L’absence de Mahmoud Abbas a renforcé l’impression que le Hamas était la seule force palestinienne capable d’agir.

Conclusion :

Le Hamas a perdu militairement, mais a gagné symboliquement : le cessez-le-feu fait clairement pencher la légitimité politique du camp palestinien en sa faveur.

Nickolay Mladenov, ex-émissaire spécial de l’ONU et actuel directeur de l’Académie diplomatique Anwar Gargash (EAU) :

Sécurité internationale et gouvernance de l’ordre d’après-guerre

- Le leadership américain, clé du succès
  Le plan en 20 points de Trump a utilisé des pressions diplomatiques déterminées et une large coalition arabo-musulmane pour imposer le cessez-le-feu.
- Piliers humanitaire et institutionnel
  Le plan fournit à la fois un soulagement humanitaire immédiat et un cadre pour de nouvelles structures de gouvernance à Gaza – avec un ancrage régional.
- Mise en œuvre incomplète
  Le Hamas a ignoré les principales demandes israéliennes de démilitarisation et de déradicalisation, ce qui témoigne de la fragilité de la paix.
- Nécessité d’une stabilisation externe
  Une présence américaine permanente, plus une participation européenne et régionale (financière et militaire), sont essentielles pour éviter les rechutes.
- Mécanisme recommandé
  Une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies devrait créer une force d’intervention multinationale dotée d’un mandat robuste – plus que des casques bleus classiques – afin de garantir

la sécurité et la gouvernance.

Conclusion

Sans une architecture de sécurité internationale crédible, le cessez-le-feu risque de s’effondrer – la stabilité dépend du maintien du leadership américain et de l’application multinationale.Source : Washington Institute for Near East Policy